ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE 2026

D'APRÈS LES STATISTIQUES D'ACCUEIL 2025
DU SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE



QU'EST-CE QUE LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE ?

Secours Catholique
Caritas France

EXTRAIT DU RAPPORT 2026
“COMPRENDRE LA PAUVRETÉ POUR MIEUX LA COMBATTRE”

Introduction

Qu’est-ce que la pauvreté multidimensionnelle ?

1. La pauvreté multidimensionnelle : comprendre l’expérience vécue de la pauvreté.
2. La pauvreté vue par les Français : la dignité au cœur des représentations multidimensionnelles.
3. La pauvreté : un phénomène passager ou durable ?



LIRE LE RAPPORT COMPLET

https://www.secours-catholique.org/m-informer/publications/etat-de-la-pauvrete-en-france-2026

8 QUESTIONS POUR MIEUX COMPRENDRE LA PAUVRETÉ

La stigmatisation est un processus par lequel une personne ou un groupe d'individus est étiqueté, dévalorisé ou exclu en raison d'une caractéristique particulière, comme une maladie, un handicap, une origine, une orientation sexuelle ou encore une situation économique ou professionnelle. Elle constitue une construction sociale qui s'appuie sur des préjugés, c'est-à-dire des opinions ou des jugements établis sans fondement ni connaissance réelle des situations vécues.

À partir des années 1980, la montée du chômage de masse et du chômage de longue durée a profondément transformé le regard porté sur les personnes privées d'emploi. Serge Paugam, sociologue, a notamment montré comment les situations de précarité peuvent conduire à des processus de « disqualification sociale[3] », dans lesquels les personnes concernées sont progressivement associées à des représentations négatives. Cette stigmatisation s'est peu à peu étendue aux personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion, notamment à partir des années 2000. Dans les discours publics, les personnes les plus pauvres sont régulièrement renvoyées aux figures de l'« assisté », du « profiteur » ou du « fainéant », souvent opposées à celles du « travailleur » et du « méritant ». ...

3. Serge Paugam, *La Disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Puf (Quadrige), 1991.



© ELODIE PERRIOT / SCCF


PAS DE NOURRITURE
DANS LES CHAMBRES

··· Cette construction sociale de la pauvreté a également été alimentée par certains discours politiques. En 2007, en pleine campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy affirmait vouloir être « le président de ceux qui se lèvent tôt », valorisant la figure du travailleur tout en renvoyant implicitement à une image négative celles et ceux qui sont éloignés de l'emploi. En 2011, Laurent Wauquiez, alors au ministère des Affaires étrangères dénonçait les minima sociaux et leurs allocataires en évoquant un « cancer de l'assistanat[4] ». En 2017, Emmanuel Macron qualifiait les personnes les plus pauvres de « gens qui ne sont rien[5] » et, en 2018, sa réponse à un jeune horticulteur au chômage – « Je traverse la rue, je vous en trouve [du travail][6] » – a illustré une vision selon laquelle l'accès à l'emploi relèverait principalement de la volonté individuelle, au risque d'occulter les réalités économiques et sociales qui pèsent sur les parcours de vie. Plus récemment, encore, le 7 janvier 2026, Bruno Retailleau, lors de la présentation de son programme pour l'élection présidentielle de 2027 annonçait « encourager le travail, décourager l'assistanat[7] ». Ces préjugés déjà trop nombreux sont malheureusement de plus en plus courants et de plus en plus violents.

Ces représentations ont des conséquences concrètes. Elles contribuent à diffuser une lecture biaisée des situations de pauvreté, fragilisent la cohésion sociale et renforcent le sentiment d'exclusion des personnes concernées. Elles participent également à une évolution des politiques publiques marquée, depuis plusieurs années, par une logique croissante d'« activation[8] » et de conditionnalité des droits, visant à renforcer les obligations de retour vers l'emploi. Les droits reculent, l'éligibilité se restreint et les sanctions des allocataires se durcissent.

Le résultat en est que tous les indicateurs de suivi de la pauvreté sont alarmants : le taux de pauvreté se maintient à un niveau historiquement élevé, l'intensité de la pauvreté continue à s'accroître, le taux de chômage repart à la hausse en 2025 après trois années de baisse. Et les acteurs du Secours Catholique témoignent eux aussi, année après année, de l'aggravation des situations de pauvreté des personnes rencontrées dans les lieux d'accueil. À travers leurs pratiques quotidiennes, les 59 800 bénévoles de l'association observent les conséquences concrètes de ces choix politiques sur plus d'un million de personnes accueillies chaque année.

Le 18 avril 2027, les Françaises et les Français seront appelés à élire leur prochain président ou leur prochaine présidente de la République. Dans ce contexte, alors que la protection sociale occupe une place croissante dans les débats publics, parfois au détriment des questions de pauvreté et de solidarité, il apparaît essentiel de contribuer à un débat constructif, fondé sur les faits et sur l'analyse des réalités vécues. C'est l'objectif de ce rapport « État de la pauvreté en France » : documenter les mécanismes actuels de pauvreté et les effets des politiques publiques, à partir des données statistiques recueillies par l'association complétées par le témoignage des personnes en situation de pauvreté. Nous avons choisi cette année de croiser ces constats avec les représentations des Français sur la pauvreté. À cette fin, nous avons commandé un sondage d'opinion auprès d'un panel représentatif de la population résidant en France métropolitaine (voir encadré) sur sa perception des formes de pauvreté.

Les résultats montrent que les Français portent un regard largement réaliste sur les enjeux de pauvreté : **80 % d'entre eux estiment que la pauvreté a augmenté au cours des dix dernières années et 68 % considèrent que les discriminations contribuent à créer de la pauvreté.** La solidarité nationale demeure également largement soutenue : 84 % des Français jugent normal que la société soit solidaire avec les personnes les plus pauvres. Ils attribuent prioritairement la responsabilité de la lutte contre la pauvreté aux pouvoirs publics (État et collectivités locales : 84 %), et dans une moindre mesure à la société civile (entreprises, familles, citoyens, associations : 55 %).

4. www.europe1.fr/politique/Wauquiez-l-assistanat-est-un-cancer-315908.
5. Phrase prononcée par Emmanuel Macron le 29 juin 2017, lors d'un discours dans le cadre de l'inauguration du campus de start-up Station F à Paris.
6. Phrase prononcée par Emmanuel Macron le 15 septembre 2018, lors des Journées européennes du patrimoine organisées au palais de l'Élysée.
7. www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2026/01/08/1-7-fois-le-smic-sans-travailler-le-calcul-acrobatique-de-bruno-retailleau-pour-denoncer-l-assistanat_6661053_4355770.
8. Les politiques publiques sociales dites d'« activation » visent à encourager ou obliger les personnes allocataires de prestations sociales à s'engager dans des démarches favorisant leur retour à l'emploi ou leur insertion sociale.

MÉTHODOLOGIE DU SONDAGE D'OPINION OPINIONWAY POUR LE SECOURS CATHOLIQUE

Afin de mieux comprendre les représentations et les perceptions des Françaises et des Français à l'égard de la pauvreté, le Secours Catholique a confié la réalisation d'un sondage d'opinion à OpinionWay.

Cette enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2 008 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, afin de respecter la structure de la population française selon plusieurs critères sociodémographiques : le sexe, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, la taille d'agglomération et la région de résidence.

Les personnes interrogées ont répondu à un questionnaire auto-administré en ligne sur système Cawi (Computer Assisted Web Interview) entre le 16 et le 22 avril 2026. Cette période d'enquête s'inscrit dans un contexte international et économique particulier, marqué notamment par la guerre en Iran et par une forte inflation des prix de l'énergie. Ces éléments de contexte sont à prendre en compte dans l'interprétation des réponses, en ce qu'ils peuvent contribuer à façonner les perceptions et les préoccupations exprimées par les personnes interrogées.

Afin de garantir la qualité et la fiabilité de l'enquête, OpinionWay a appliqué les procédures et règles de la norme ISO 20252, qui encadrent les activités d'études de marché et d'opinion.

Les résultats présentés dans ce rapport doivent être interprétés en tenant compte des marges d'incertitude inhérentes à toute enquête par sondage. Pour un échantillon de 2 000 répondants, celles-ci s'établissent à environ 1 à 2,3 points.

Ce sondage apporte ainsi un éclairage complémentaire aux données recueillies par le Secours Catholique auprès des personnes rencontrées et accompagnées. Il permet de mettre en regard les perceptions de l'ensemble de la société avec les réalités vécues par les personnes en situation de pauvreté, afin de mieux comprendre les représentations qui entourent la pauvreté et les enjeux qu'elles soulèvent pour le débat public.

Si la conscience de la pauvreté et l'attachement à la solidarité restent forts pour les Français[9], il demeure indispensable de comprendre la pauvreté à travers toutes ses dimensions, d'en identifier les mécanismes, de décrire les facteurs et les déterminants socio-économiques qui la créent, l'entretiennent ou permettent de la réduire. À travers huit questions, ce rapport propose ainsi des éclairages, des analyses et des propositions pour mieux comprendre la pauvreté afin de mieux la combattre. ■

9. Sondage OpinionWay pour le Secours Catholique – Caritas France, « Les perceptions des Français à l'égard des différentes formes de pauvreté », mai 2026.

QU'EST-CE QUE LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE ?

L'approche monétaire, à travers un seul seuil de pauvreté, ne permet pas de mesurer avec précision et dans son entièreté le phénomène de pauvreté[22]. Elle masque d'une part la diversité des situations de pauvreté et des besoins spécifiques des personnes concernées et d'autre part l'écart réel entre pauvreté statistique et pauvreté vécue, les individus se déclarant plus souvent en situation de pauvreté que ne le laisse apparaître le seuil de pauvreté.

Comme en témoignent les personnes que les acteurs du Secours Catholique rencontrent quotidiennement, la pauvreté ne saurait se résumer seulement à une insuffisance de ressources, elle affecte en réalité de multiples facettes de la vie quotidienne qui ne sont pas toujours directement visibles ou quantifiables.

1. LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE : COMPRENDRE L'EXPÉRIENCE VÉCUE DE LA PAUVRETÉ

1.1. LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE CONSTITUÉE DE HUIT DIMENSIONS

Face à ces constats, de nombreux travaux empiriques, notamment ceux menés par l'Université d'Oxford et par ATD Quart-Monde et plus récemment ceux du CNLE[23] ou d'Éléonore Richard[24], ont démontré et documenté le caractère multidimensionnel de la pauvreté. Cette approche considère la pauvreté comme le résultat de l'accumulation de difficultés liées à une ou plusieurs dimensions, relevant ainsi d'un schéma systémique complexe où s'entremêlent ces dimensions. Les personnes concernées la décrivent comme une expérience globale touchant à la fois les conditions matérielles, la santé, les relations sociales, l'accès aux droits et la capacité à participer pleinement à la société.

Huit dimensions sont dénombrées, que nous tentons d'illustrer par la réalité vécue par les personnes que les acteurs et actrices du Secours Catholique accueillent chaque année.

- **La privation matérielle et de droits** recouvre à la fois le manque de ressources financières pour subvenir à ses besoins, les mauvaises conditions de vie matérielles mais aussi l'ensemble des obstacles que rencontrent les personnes pour faire valoir leurs droits. Cette dimension s'illustre par de nombreux éléments relatifs à la vie quotidienne. Par exemple, en 2025, 27 % des ménages rencontrés par le Secours Catholique n'ont aucune ressource et vivent de la débrouille, une part en hausse de 10 points par rapport à 2015. L'aide alimentaire et la demande de vêtements sont formulées respectivement par 46,6 % et 12,4 % des ménages. 44,9 % des ménages sont en situation d'impayé, 36 % des ménages n'ont pas accès à un logement ou encore 39,4 % des ménages éligibles au RSA ne le perçoivent pas. Le témoignage d'une personne accueillie illustre l'intensité de certaines privations matérielles et de droits : *« Là où on habitait, c'était dans une baraque en bois, une vraie baraque en bois. On s'éclairait à la lampe à pétrole. Je prenais ma douche dans la fontaine dehors, à l'eau froide[25]. »*

- **L'isolement** met en avant les ruptures de liens entre les personnes en situation de pauvreté et leur entourage. Cela peut provenir de la personne qui se replie sur elle-même

22. Voir question : « Pourquoi le taux de pauvreté ne suffit-il pas à décrire précisément les différentes formes de pauvreté ? »

23. Le CNLE publie depuis 2021 un baromètre qualitatif du suivi de la pauvreté et de l'exclusion sociale en France.

24. Éléonore Richard, « Mesurer la pauvreté : du revenu au ressenti », « Contributions aux approches subjective et multidimensionnelle de la pauvreté », thèse de doctorat, EHESS, 2024.

25. Extrait du rapport Secours Catholique, « Trente ans de regard sur les pauvretés », dans « État de la pauvreté en France », 2025.

par honte, peur et incapacité à demander de l'aide, ou bien de son entourage qui rejette la personne en situation de forte dépendance. En 2025, au Secours Catholique, 8,7 % des ménages rencontrés ont exprimé une situation d'éloignement avec leur famille qui limite leurs relations sociales et 32,5 % des ménages ont poussé la porte de l'association pour demander particulièrement de l'écoute et du soutien. Depuis plusieurs années les activités d'accueil convivial, de « café sourire » ou d'« aller-vers », comme les « Fraternibus », ont particulièrement été développées par le réseau de bénévoles de l'association, démontrant le besoin grandissant de rompre l'isolement des personnes sur l'ensemble du territoire français.

- **La maltraitance sociale** fait référence à la façon dont les personnes en situation de pauvreté sont perçues négativement par d'autres personnes, et plus généralement par la société. Les préjugés, la méfiance et le regard négatif engendrent des situations de maltraitance de la part de la société. La maltraitance peut venir également de l'entourage, comme en témoigne une personne accueillie à Saint-Antonin : *« Mes gosses, ils ont honte que je sois au Resto du cœur. Ça ne passe pas [...]. Ils ne veulent pas me voir. Pour eux, je ne fais pas partie de la norme[26]. »*

- **La maltraitance institutionnelle :** en écho à la maltraitance sociale, la maltraitance institutionnelle désigne la manière dont l'État, les institutions et les administrations considèrent, jugent et maltraitent les personnes en situation de pauvreté. Cela renvoie notamment au rapport de domination, d'obligation, de contrôle de l'État sur les personnes en situation de pauvreté. La déshumanisation des services publics et notamment les démarches intégralement dématérialisées des titres séjours en sont un phénomène parlant : *« [Avec les administrations] il n'y a pas de communication. On subit, on attend et on ne sait pas ce qui se passe. On n'a pas de retour sur nos démarches. C'est pour tout le monde pareil[27]. »* Nous abordons particulièrement certains aspects de cette dimension dans la question « Les démarches administratives fabriquent-elles de la pauvreté[28] ? »

- **La peur et la souffrance :** cette dimension fait référence aux émotions provoquées par la pauvreté chez les personnes qui la vivent : peur, colère, honte, sentiment d'infériorité. Certaines de ces émotions peuvent elles-mêmes aggraver les situations de pauvreté. *« On est en train de basculer en dessous. Ça fait peur, on ne sait pas où l'on va[29]. »*

- **La dégradation de la santé physique et mentale :** en lien étroit avec la dimension « peur et souffrance », cette dimension se rapporte aux effets négatifs de la pauvreté sur la santé physique et mentale des personnes qui la vivent. La santé fragilisée maintient et ou entraîne parfois les personnes dans la pauvreté. En 2025, 22,7 % des ménages accueillis par le SCCF se trouvent dans le halo des problèmes de santé, c'est-à-dire ayant un problème de santé ou étant en situation de handicap, ou inaptes au travail pour raisons de santé, ou encore percevant une allocation liée à un état de santé dégradé ou à un handicap. Cette proportion est en hausse constante depuis 2015.

- **Les contraintes d'espace et de temps** renvoient d'une part à la manière de s'approprier et de se situer dans son passé, son présent et son avenir, et d'autre part à la manière de s'approprier et de se situer dans son lieu de vie. *« On est privés du temps de rêver, de penser, de s'organiser. On est pris dans un timing sans avoir le temps de se laisser aller[30]. »*

- **Les compétences non reconnues :** cette dimension met en lumière les savoirs et les compétences que les personnes en situation de pauvreté développent pour survivre et résister à la pauvreté. Ce sont non seulement des compétences individuelles, mais également des compétences qui peuvent servir à l'ensemble de la société. *« J'ai apporté ponctuellement des petits plats à ma voisine qui, à cause de sa maladie, n'a parfois pas la force de se faire à manger[31]. »*

26. Texte collectif Saint-Antonin, dans *ibid.*
27. Texte collectif de Versailles, dans Secours Catholique, « Prestations sociales : quand la solidarité s'éloigne », dans « État de la pauvreté en France », 2024.
28. Voir page 68.
29. Extrait du rapport Secours Catholique, « Tout ce qui se dit là, il faut que ça remonte », 2019.
30. Extrait du rapport Secours catholique, « Un boulot de dingue ! », 2023.
31. *Ibid.*

1.2. UNE LOGIQUE CUMULATIVE : DES DIFFICULTÉS QUI SE RENFORCENT MUTUELLEMENT

Un lien d'interdépendance entre tout ou partie des dimensions de la pauvreté oblige à les considérer comme un ensemble. À la fois cause ou conséquence de la pauvreté, elles forment comme un engrenage, peuvent se renforcer mutuellement. L'interdépendance des dimensions se vérifie très concrètement dans les situations rencontrées par l'association : 55 % des ménages accompagnés en 2025 cumulent des difficultés relevant d'au moins deux dimensions distinctes de la pauvreté. Ce chiffre dit quelque chose d'essentiel : la pauvreté n'est pas une situation unique et figée, mais un enchevêtrement de difficultés qui se nourrissent mutuellement. La dégradation de la santé physique ou mentale, par exemple, entraîne fréquemment une aggravation de la privation matérielle : l'arrêt ou la réduction de l'activité professionnelle qu'elle peut imposer prive les ménages de ressources, tandis que les frais de santé non couverts, les surcoûts liés au handicap ou à la perte d'autonomie viennent alourdir des budgets déjà insuffisants. À l'inverse, la privation matérielle peut elle-même retarder l'accès aux soins ou générer un renoncement, renforçant à son tour la dégradation de l'état de santé. Plus ces dimensions s'accumulent, plus les marges de manœuvre des ménages se réduisent.

L'instabilité du statut administratif illustre une autre forme d'enchevêtrement, entre privation de droits, maltraitance institutionnelle et peur et souffrance. L'absence de titre de séjour stable prive d'emblée les personnes étrangères concernées de l'accès au travail formel et aux prestations sociales, les enfermant dans une privation matérielle particulièrement sévère. Cette privation de droits s'articule à une forme de maltraitance institutionnelle : la complexité et la dématérialisation croissante des démarches de renouvellement ou de régularisation de titre de séjour, l'absence de réponse ou de visibilité sur l'avancement des dossiers placent les personnes dans une position de dépendance et d'attente prolongée vis-à-vis de l'administration. Cette incertitude administrative alimente à son tour une insécurité profonde, faite de peur et d'anxiété quotidienne face au risque d'une perte de droits ou de titre de séjour, qui pèse sur l'ensemble des autres démarches entreprises par les personnes concernées, y compris celles liées à l'accès au logement ou à l'emploi.

Cette mécanique cumulative confirme le fait que la pauvreté ne peut être combattue par des réponses cloisonnées, propres à chaque dimension prise isolément, mais appelle des approches capables de traiter simultanément plusieurs difficultés qui s'entretiennent les unes les autres.

2. LA PAUVRETÉ VUE PAR LES FRANÇAIS : LA DIGNITÉ AU CŒUR DES REPRÉSENTATIONS MULTIDIMENSIONNELLES

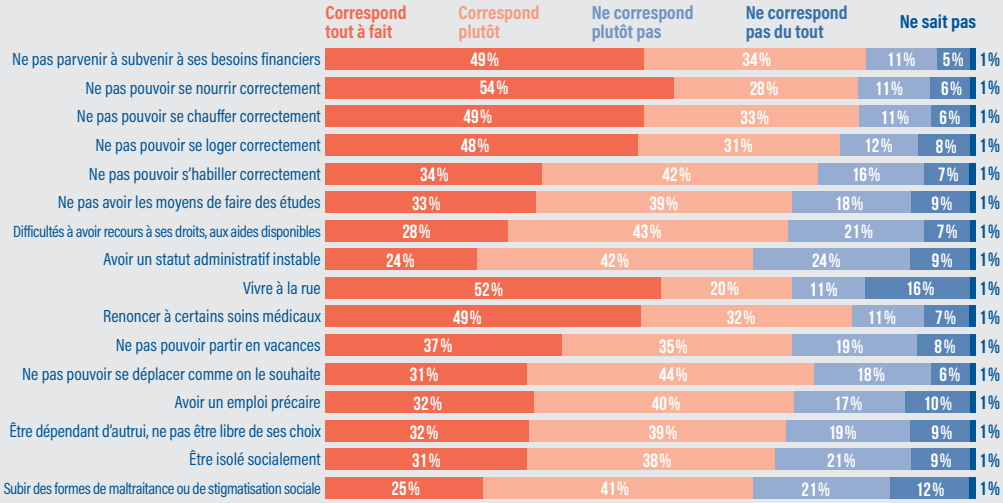
Les résultats de notre sondage d'opinion montrent que les Français ont une appréciation assez réaliste de la pauvreté comme phénomène multidimensionnel.

Leurs représentations font d'abord ressortir les privations matérielles et de droits comme marqueurs les plus consensuels de la pauvreté. En effet, plus de 8 Français sur 10 associent la pauvreté à l'incapacité de subvenir à ses besoins financiers (83 %), de se nourrir correctement (82 %), de se chauffer convenablement (82 %), ou encore au renoncement aux soins (81 %). D'autres dimensions sont également reconnues comme les contraintes de temps et d'espace, puisque 75 % des Français estiment que le fait de ne pas pouvoir se déplacer est synonyme de pauvreté et que 72 % des Français pointent le fait de ne pas pouvoir partir en vacances. Le rapport aux vacances fait directement référence à la possibilité de sortir de chez soi et de prendre un temps de répit dans un quotidien particulier. La dimension relative aux contraintes de temps et d'espace est davantage citée par les ménages modestes (80 % des plus modestes contre 75 % de l'ensemble des Français pour les difficultés à se déplacer et 78 % contre 72 % de l'ensemble des Français pour l'impossibilité de partir en vacances) et peut démontrer l'expérience du vécu des personnes confrontées à ces difficultés du quotidien. Les maltraitances institutionnelle et sociale sont citées par 8 Français sur 10 également, notamment pour les catégories populaires – ouvriers et employés (87 %). Enfin, 71 % des Français estiment que la dépendance à autrui est une caractéristique de la pauvreté tout comme l'isolement social pour 69 % des Français.

Lorsqu'on laisse les Français s'exprimer ouvertement sur leurs représentations d'une vie digne, ils tracent, en creux les contours d'une pauvreté multidimensionnelle. Chaque

GRAPHIQUE 11

Représentation des Français quant aux dimensions de la pauvreté (avril 2026)



Source : Sondage d'opinion OpinionWay pour le Secours Catholique, avril 2026.
Champ : 2 008 personnes représentatives des résidents en France métropolitaine
Question posée : Pour chacune des situations suivantes, dites si elle correspond ou non à l'image que vous vous faites de la pauvreté
Lecture : En 2026, 83 % des Français pensent que le fait de ne pas parvenir à subvenir à ses besoins financiers est un marqueur de pauvreté.

élément constitutif d'une vie digne cité apparaît alors comme la réalisation d'une dimension dont est privée une personne en situation de pauvreté. Les termes les plus fréquemment cités – « décent », « correctement », « sécurité », « stabilité », « autonomie », « inclusion », « liberté » ou encore « capacité » – renvoient à une conception de la **dignité fondée sur la possibilité de choisir sa vie, d'exercer un contrôle sur son existence, de bénéficier d'une situation stable et de s'épanouir tant sur le plan personnel que social.** Cette conception fait écho à l'approche par les capabilités[32] développée par Amartya Sen qui met en avant l'importance des capacités des individus, c'est-à-dire leurs possibilités effectives de se réaliser et d'accomplir certaines actions auxquelles ils accordent de la valeur. Dans cette perspective, une vie digne ne dépend pas uniquement des ressources dont dispose un individu, mais aussi de sa capacité à les transformer en « fonctionnements[33] », c'est-à-dire en réalisations effectives telles qu'être en bonne santé, être diplômé ou participer à la vie sociale, qui constituent autant d'éléments d'épanouissement ou, à tout du moins, d'une vie décente.

Pour les sondés, si les dimensions de la dignité font largement consensus, leur importance relative varie toutefois selon les profils. Les personnes les plus exposées à la pauvreté – notamment les jeunes, les ouvriers, employés, et les personnes aux situations économiques modestes ou intermédiaires – mobilisent davantage des notions liées aux capabilités, à la liberté et à l'autonomie. À l'inverse, les personnes les

32. Amartya Sen, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté.* Paris, Odile Jacob, 2000.

33. A. Sen parle de *« functionings »*.

moins touchées par la pauvreté – niveau de vie plus aisé, catégories socio-professionnelles élevées et personnes plus âgées – s'appuient davantage sur des critères matériels et objectifs pour définir la dignité ou son absence. Cette différence suggère que l'expérience de la pauvreté conduit à accorder une importance particulière à la capacité d'agir, à l'autonomie et à la possibilité de choisir sa vie, au-delà de la seule question des ressources disponibles.

3. LA PAUVRETÉ : UN PHÉNOMÈNE PASSAGER OU DURABLE ?

L'analyse de la pauvreté nécessite de distinguer deux caractères étroitement liés : un caractère conjoncturel, qui renvoie aux effets de crises ou d'événements de vie susceptibles de fragiliser les individus, et un caractère structurel, qui s'inscrit dans la durée et résulte de mécanismes sociaux produisant et reproduisant les inégalités.

La pauvreté conjoncturelle résulte d'un choc soudain venant fragiliser les conditions de vie des ménages. Les crises économiques ou sanitaires constituent des exemples emblématiques de ces situations. La crise financière de 2008 puis la crise sanitaire liée à la Covid-19 ont ainsi provoqué, à court terme et pour certains, une dégradation du pouvoir d'achat et/ou une fragilisation de l'accès ou du maintien dans l'emploi. Certains accidents de la vie, tels qu'une séparation récente, un licenciement, une maladie ou une dépense imprévue, peuvent également précipiter des personnes jusque-là relativement protégées dans des situations de précarité. La pauvreté apparaît ainsi comme une réalité susceptible de toucher chaque individu à un moment de son parcours. Cette perception est largement partagée par les personnes interrogées puisque 90 % d'entre elles considèrent que la pauvreté peut toucher tout le monde[34].

Cependant, cette lecture conjoncturelle ne suffit pas à expliquer la persistance de la pauvreté. Le caractère structurel de la pauvreté est, quant à lui, lié à des inégalités économiques et sociales durables et profondes, façonnées notamment par des décisions politiques.

3.1. DES ACCIDENTS DE LA VIE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES

Cette idée, largement partagée, que la pauvreté peut toucher tout le monde traduit une forme de reconnaissance de la vulnérabilité universelle face aux accidents de la vie. Toutefois, cette représentation tend à gommer les fortes inégalités de ressources et de protections face à ces événements. **Si les causes immédiates de l'entrée dans la pauvreté peuvent effectivement concerner une large partie de la population, leurs conséquences ne sont ni équivalentes ni également probables selon les individus.** Les ressources économiques, le niveau de diplôme, la stabilité de l'emploi, le soutien familial et social, l'accès aux droits, le statut administratif ou encore le patrimoine jouent un rôle déterminant dans la capacité de chacun à faire face à ces chocs. Ainsi, certains individus disposent de marges de sécurité leur permettant d'absorber ces accidents de la vie sans basculer durablement dans la pauvreté, tandis que d'autres, déjà fragilisés ou disposant de peu de marges de manœuvre, voient leur situation se dégrader, plus ou moins rapidement et durablement.

La pauvreté n'est donc pas le simple produit d'un aléa individuel mais elle est également, et surtout, le révélateur d'inégalités préexistantes.

3.2. DES TRAJECTOIRES FAÇONNÉES PAR DES DÉCISIONS POLITIQUES

Les inégalités face aux accidents de la vie ne relèvent pas seulement de différences individuelles : les trajectoires de chacun s'inscrivent dans un contexte façonné par des choix politiques et institutionnels aux conséquences très concrètes.

La précarisation du marché du travail, avec la multiplication des formes d'emploi instables et les réformes successives de l'assurance chômage durcissant les conditions d'éligibilité ou renforçant la dégressivité des allocations, a fragilisé la protection de nombreux travailleurs[35] (52 % des Français estiment d'ailleurs qu'il n'y a pas suffisamment d'emplois pour tout le monde[36]). Le renforcement de la conditionnalité des droits, des sanctions et les difficultés d'accès aux

34. Source : Sondage OpinionWay pour le Secours Catholique, cité.

35. Voir question « Pourquoi le travail ne protège plus de la pauvreté ? »
36. Source : Sondage OpinionWay pour le Secours Catholique, cité.

droits constituent également des facteurs structurels majeurs. La dématérialisation accrue des démarches administratives a érigé de nouveaux obstacles, contribuant à un important non-recours à certaines prestations sociales comme le RSA[37]. Les décisions prises en matière de politiques migratoires ont par ailleurs des effets directs sur les conditions de vie des personnes étrangères, particulièrement celles au statut administratif instable, exclues de fait d'une large partie de la solidarité nationale. Privées de ce filet de protection, ces personnes ne peuvent souvent compter que sur les associations comme le Secours Catholique ou des solidarités de proximité et communautaires pour faire face à leurs besoins les plus élémentaires[38]. Enfin, la crise du logement pèse de façon croissante sur les personnes accompagnées : le manque de logements sociaux et très sociaux, la saturation des dispositifs d'hébergement d'urgence, et les critères de priorisation toujours plus stricts conduisent de plus en plus de familles à la rue, tandis que les ménages en logement stable consacrent une part croissante de leurs ressources aux charges liées au logement[39].

3.3. UNE PAUVRETÉ QUI SE TRANSMET DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION

Enfin, ces mécanismes structurels ne s'arrêtent pas à l'échelle d'une vie : ils se reproduisent d'une génération à l'autre. Plus de la moitié des Français ne reconnaissent pourtant pas cette dimension d'héritage intergénérationnel : 52 % estiment ne pas être d'accord avec l'idée selon laquelle la pauvreté se transmettrait de génération en génération[40]. Cette perception entre en décalage avec les constats empiriques qui montrent que les inégalités sociales tendent à se reproduire dans le temps, notamment à travers les conditions d'accès à l'éducation, à l'emploi, au logement ou à la santé. Une étude de l'OCDE de 2019[41] **montrait, qu'en France, il fallait en moyenne six générations pour qu'un enfant issu d'un ménage pauvre atteigne le niveau de vie moyen, contre deux générations dans certains pays nordiques,** illustrant la très faible mobilité sociale en France. Des travaux plus récents (2026) du Haut-Commissariat à la stratégie et au plan[42] confirment cette persistance à l'échelle d'une cohorte d'individus suivis pendant plusieurs années : près de 1 adulte sur 4 ayant connu une situation de pauvreté (sévère ou non) à l'adolescence n'est ni en emploi, ni en étude, ni en formation à l'âge adulte, contre 1 adulte sur 10 n'ayant pas connu de situation de pauvreté à l'adolescence. Cette même étude montre que cette reproduction s'opère en grande partie par le niveau de diplôme atteint, et touche plus durement les femmes, qui restent davantage éloignées de l'emploi que les hommes lorsqu'elles ont grandi dans la pauvreté.

Ainsi, loin de se réduire à une succession d'accidents individuels, la pauvreté apparaît comme le produit d'inégalités structurelles, façonnées par des choix politiques et institutionnels, et suffisamment profondes pour se transmettre d'une génération à l'autre. Reconnaître ce caractère structurel et durable de la pauvreté constitue un préalable indispensable à toute politique de lutte contre la pauvreté qui se veuille à la hauteur de ce constat. ▮

37. Voir question « Les démarches administratives fabriquent-elles de la pauvreté ? »
38. Ibid.
39. Voir question « Dans quelles mesures les difficultés d'accès à un logement stable et digne contribuent-elles à la pauvreté ? »
40. Source : Sondage OpinionWay pour le Secours Catholique, cité.
41. OCDE, « L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale », rapport, 2018.
42. Clément Peruyero, « La pauvreté en héritage », Note d'analyse n° 158, 2026.

COMPRENDRE LA PAUVRETÉ POUR MIEUX LA COMBATTRE

La pauvreté ne se résume pas à un manque de ressources financières : elle constitue une expérience multidimensionnelle qui touche notamment les conditions de vie, la santé, les relations sociales, l'accès aux droits, l'autonomie et la capacité d'agir. Ces difficultés ne sont pas isolées : elles se cumulent et se renforcent, réduisant progressivement les marges de manœuvre des personnes concernées. Si un accident de la vie peut faire basculer dans la pauvreté, les conséquences de ces événements restent profondément inégales selon les ressources et les protections dont chacun dispose. La pauvreté est ainsi aussi le produit d'inégalités structurelles, façonnées par les politiques et les institutions, qui se reproduisent de génération en génération.

Fort de ces constats, le Secours Catholique demande que les pouvoirs publics reconnaissent la pauvreté comme un phénomène global et multidimensionnel. Cette reconnaissance se traduit par une définition officielle de la pauvreté pensée au-delà de son aspect monétaire. Des indicateurs complémentaires de mesure et de suivi de l'ensemble des dimensions de la pauvreté doivent être élaborés et mis en place, à l'image du projet participatif mené par l'Insee, ATD Quart-Monde, le Secours Catholique et l'École d'économie de Paris. Cette mesure de la pauvreté doit s'appuyer sur l'expertise et le vécu des personnes en situation de pauvreté.

Le Secours Catholique appelle également à une prise de conscience de ce que signifie concrètement sortir de la pauvreté. Il ne s'agit pas d'un processus linéaire et rapide : c'est un parcours semé de ruptures, d'obstacles administratifs, de retours en arrière. 84 % des Français interrogés considèrent d'ailleurs qu'il est difficile de sortir de la pauvreté[43]. Le caractère cumulatif de la pauvreté impose par ailleurs de sortir des logiques d'intervention cloisonnées, propres à chaque dimension prise isolément. Les politiques de lutte contre la pauvreté doivent être pensées de façon transversale, en dépassant les logiques ministérielles trop souvent étanches (emploi, santé, logement, éducation, politiques migratoires). Le rôle du délégué interministériel à la lutte contre la pauvreté constitue à cet égard un levier précieux, dont les moyens d'action doivent être renforcés pour permettre une coordination effective entre les différentes administrations concernées.

Face au caractère structurel de la pauvreté, le Secours Catholique appelle à agir directement sur les mécanismes qui la produisent et la reproduisent. Cela suppose, en premier lieu, de rompre avec les discours stigmatisants et culpabilisants portés par certains responsables politiques, qui présentent la pauvreté comme le résultat de choix individuels ou d'un manque de volonté plutôt que comme la conséquence de politiques publiques. Ces discours ne sont pas sans effet : ils nourrissent le non-recours aux droits chez des personnes qui intériorisent la honte plutôt que de faire valoir leurs droits, et ils fragilisent la cohésion sociale que le Secours Catholique appelle à préserver. Cette rupture doit se traduire concrètement : en cessant de conditionner l'accès aux droits à des démarches complexes et en réinvestissant dans l'accompagnement humain et de proximité que la dématérialisation a progressivement effacé ; en révisant les politiques migratoires qui excluent de fait une partie de la population de la solidarité nationale et la contraignent à ne compter que sur les associations et les solidarités de proximité ; et en garantissant un accès effectif au logement stable.

Enfin, et parce que ces mécanismes structurels se transmettent d'une génération à l'autre, la lutte contre la pauvreté ne peut se limiter à des réponses curatives. Elle doit également s'inscrire dans une logique préventive, à travers des politiques publiques d'investissement social fortes. Celles-ci doivent investir massivement et le plus tôt possible dans l'enfance, en particulier dans le champ scolaire, principal vecteur identifié de reproduction des inégalités. Cet investissement social précoce doit s'accompagner d'une attention particulière portée à la mixité sociale dans les établissements scolaires, ainsi qu'aux inégalités entre les femmes et les hommes qui pèsent plus durement sur les trajectoires des femmes ayant grandi dans la pauvreté.

43. Source : Sondage OpinionWay pour le Secours Catholique, cité.